

L'avenir de l'Education Prioritaire : en sursis ?

L'Education Prioritaire avait pour principale mission de lutter contre les inégalités sociales au sein même de l'école. Le rapport du CNEC (Conseil National d'Evaluation du Système Scolaire) de 2016 fait le bilan de son échec.

D'après le rapport, les inégalités sociales n'ont pas cessé de se renforcer en France, au détriment de nos élèves des quartiers les plus défavorisés. Pourtant, ce résultat était prévisible puisqu'il tient à des choix de politiques éducatives : la non-mixité sociale et culturelle des élèves due à la ghettoïsation de la partie la plus défavorisée de la population dans des zones géographiques bien délimitées et à l'émergence des établissements privés en contrat avec l'Education Nationale, l'effectif d'élèves par classe qui a peu diminué, la multiplication des dispositifs périphériques d'aide et d'accompagnement à la scolarité au détriment de la formation disciplinaire.

Le bassin havrais, avec son réseau étendu, est particulièrement touché par ce constat et les changements en cours : la sortie des lycées Lavoisier, Schuman et Perret des réseaux d'Education Prioritaire, la fermeture du collège Guy Môquet dès la rentrée 2017. Face à cette situation, les résistances s'organisent à l'échelle havraise et nationale : les parents d'élèves du collège refusent sa fermeture et ont occupé le site le lundi 28 novembre ; le mouvement « Touche pas à ma ZEP ! » s'amplifie, demande une carte élargie de l'Education Prioritaire aux lycées et appelle à une grève de rentrée, le 3 janvier.

Maite DOUMEINGTS, Collège Henri Wallon, Le Havre.

Mardi 10 janvier 2017

Stage organisé par la FSU76

"Comment faire vivre et enseigner la laïcité ?"

avec Anaïs FLORES et Florine LEPATRE, enseignantes en Seine St Denis, membres du cercle des enseignant.e.s laïques

9H-16H Maison de l'Université à Mt St Aignan

Pensez à déposer vous inscrire avant le 10 décembre auprès de l'administration.

<http://haute-normandie.fsu.fr/Comment-faire-vivre-ou-enseigner-la-laicite-aujourd-hui.html>

Mardi 17 janvier 2017

Stage organisé par la FSU27

"Fonctionnaire et citoyen : comment lutter contre les idées réactionnaires ?"

stage ouvert à toutes et tous

9h / 16h30 Gravigny Salle Lino Ventura

Pensez à déposer vous inscrire avant le 16 décembre auprès de l'administration.

Le pire n'est pas certain, mais le moindre mal ne nous immunise pas...

Chaque jour qui passe approfondit la crise politique dans laquelle nos sociétés occidentales s'enlisent, les États-Unis placent à leur tête un milliardaire sexiste et xénophobe, le président de la République française démissionne sachant son bilan incapable de faire gagner son camp, le premier ministre italien fait de même lorsque sa réforme constitutionnelle est rejetée par référendum. Ainsi la défiance est de mise au sein de la population vis à vis des équipes gouvernementales quelles qu'elles soient. Cette crise de légitimité déboussole les boutiques sondagières, plaçant le candidat d'extrême-droite en tête avant les élections présidentielles autrichiennes, elles se retrouvent heureusement démenties par la victoire du candidat écologiste. Aussi l'avenir est incertain, les gouvernements se replient dans l'autoritarisme, défendant la guerre qu'ils mènent en Syrie, défendant les privations de liberté, qui prend en France la forme de l'État d'urgence.

Ainsi la balle est dans le camp de celles et ceux qui luttent, aucun candidat aspirant à diriger le pays en 2017 n'est une solution ou un refuge, la plupart rivalisent dans la surenchère des mesures répressives, anti-sociales et xénophobes. Cependant pour être entendus de tous les personnels, notre fédération et nos syndicats doivent être sans faille : faire croire que de maigres aménagements d'un projet de réforme managériale sont des avancées ou que sélectionner à l'université c'est démocratiser ne renforcera pas notre syndicalisme, plus que jamais ce moindre mal ne prépare pas la poursuite des luttes nécessaires. Nous désarmer toutes et tous est irresponsable alors que la situation nécessite de s'outiller idéologiquement face à un prétendu moindre mal qu'est une droite PS, ou face à une droite extrême que représente Fillon et une extrême droite qu'incarne Mme Le Pen.

Clément LEFEVRE, Collège F. Léger, Petit Quevilly.

Samedi 10 décembre

11h, à Evreux (Bel Ebat)

Manifestation départementale

pour le maintien des collèges Pablo Neruda d'Evreux,

Pierre Mendès-France de Val-de-Reuil,

Jacques Daviel de La Barre-en-Ouche

à l'appel de :

FO, FSU, UNSA, CGT, Sud Education et FCPE.

POUR NOUS
CONTACTER

LE HAVRE

veronique.ponvert@orange.fr

stephanie_moi1980@yahoo.fr

ROUEN

annedesj@orange.fr

pierre.berche@univ-rouen.fr

PONT-AUDEMER

pascal.adams@wanadoo.fr

LOUVIERS

philippe.thouement@wanadoo.fr

Vers une généralisation de la sélection à l'université !

Nous en avons fait état dans le dernier bulletin de l'EE, le Snesup a signé avec le ministère et d'autres organisations (dont l'UNEF et les présidents d'université) un accord instaurant la possibilité de sélectionner à l'entrée du master, après une licence, ce qui n'était pas le cas jusque-là. Il y aurait théoriquement un droit accordé aux étudiant.e.s de pouvoir s'inscrire dans au moins un master de leur université ou d'une autre en adéquation avec leur mention de licence. Mais, en période de pénurie budgétaire aggravée dans les universités, on peut douter de la réalité de ce droit, en particulier pour les étudiant.e.s de milieu modeste qui n'auront pas les moyens de poursuivre en master dans une université éloignée de leur domicile.

Dans le même temps, le ministère demande aux universités de définir des capacités d'accueil pour toutes les licences 1ère année, « en vue d'une meilleure information des lycéen.ne.s » sur le site APB (admission post-bac). Ces capacités d'accueil existaient jusque-là uniquement pour les filières « en tension » (STAPS, Droit, psycho) pour lesquelles les universités ne pouvaient pas toujours recevoir tous les étudiant.e.s qui le souhaitaient pour des raisons de manque d'infrastructures (sportives par exemple). Cela pouvait conduire certaines universités à procéder à une sélection des étudiant.e.s par tirage au sort par exemple, mais cela n'a jamais été le cas dans notre académie.

Aujourd'hui, dans un contexte budgétaire particulièrement violent pour la plupart des universités qui ne parviennent pas à assumer la hausse très importante des effectifs, hausse qui va se prolonger pour quelques années au moins, la tentation est grande pour les présidents d'université de limiter leurs capacités d'accueil dans un nombre toujours plus grand de filières, utilisant le prétexte de la limitation déjà opérée dans les universités voisines.

C'est donc clairement une sélection sournoise qui est en train de se généraliser (ou qui va l'être dans très peu de temps) d'une part à l'entrée du master, d'autre part dans certaines filières de L1, essentiellement parce que l'état n'assume pas sa responsabilité de financement du service public d'enseignement supérieur. Les modalités sont prêtes pour l'instauration d'un vrai marché de l'enseignement supérieur !

Pierre-Emmanuel BERCHE, Snesup, Rouen.

Le Havre aux côtés des migrant-e-s

Suite à l'arrivée au Havre d'une centaine de migrant-e-s de Calais dont une cinquantaine de mineur-e-s, regroupé-e-s au CAO (centre d'accueil et d'orientation) de la Pommeraie, des militants d'associations, de syndicats et partis se sont réunis et regroupés autour d'une idée très simple mais urgente : témoigner leur solidarité aux migrant-e-s.

Très vite est apparue la nécessité de compléter le travail

des associations d'aide aux immigré-e-s, par un travail de discussion et de pédagogie auprès de la population :

- lutter contre une extrême droite de plus en plus présente et décomplexée, la banalisation d'un racisme au quotidien et la droitisation des débats

- contrer la propagande médiatique présentant le démantèlement du camp de Calais comme une action humanitaire, alors qu'il s'agissait d'une destruction au bulldozer des campements et d'une expulsion manu-militari de leurs habitant-e-s

- informer de la situation réelle et de l'extrême précarité des exilé-e-s

- rappeler à toutes et tous qu'il ne faut pas se tromper de colère : que les responsables de la misère en Europe ne sont pas ceux et celles qui risquent leur vie pour fuir leur pays, mais bien les patrons licenciant à tours de bras, les dirigeants imposant la contre-réforme du code du travail, les milliardaires échappant aux impôts ...

Un tract unitaire a donc été élaboré collectivement, comme outil pour aller discuter dans la rue. Ainsi depuis plusieurs semaines, des militants sont présents sur les marchés havrais pour contrer les distributions du FN et discuter avec les gens de questions de fond comme la répartition des richesses, les raisons des exils, la situation internationale ... Échanges particulièrement intenses, riches et vivifiants pour toutes et tous.

Par ailleurs, c'est dans l'urgence que les membres du collectif ont interpellé la population havraise pendant qu'elle se réjouissait des festivités de Noël, pour lui rappeler une dure réalité : celle des MIE (Mineurs Isolés Étrangers), qui passent leurs journées et leurs nuits dans la rue. D'un côté l'ASE ne les prend pas en charge en remettant en cause leur minorité, de l'autre les hébergements d'urgence refusent de les accueillir en raison de leur minorité... Situation kafkaïenne, qui abandonne ces jeunes à la rue et au froid, après un chemin d'exil profondément périlleux et douloureux. Le collectif a rappelé au Conseil Général sa responsabilité vis-à-vis des ces mineurs au regard de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (« Tout enfant qui est temporairement ou définitivement privé de son milieu familial, ou qui dans son propre intérêt ne peut être laissé dans ce milieu, a droit à une protection et une aide spéciales de l'État ») et exige de sa part leur prise en charge effective et complète.

Clémence GELIN, Collège G. Courbet, Gouville l'Orcher.

A Serquigny comme partout ailleurs, « réfugiés welcome ! »

Le 5 novembre dernier, le FN appelait à un rassemblement contre l'accueil à Serquigny d'une dizaine de migrants afghans chassés de Calais.

C'était sans compter les 450 personnes rassemblées - dont beaucoup d'habitants du coin - à l'appel de Ras l'Front, rejoint par RESF, la LDH, la Libre pensée, la FSU, Solidaires, le PCF, Ensemble, le NPA, et le PS local.

Une belle démonstration de solidarité, dynamique et combative, face aux 150 militants et élus régionaux du FN venus distiller leur bêtise et leur haine.

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont-Audemer.